



Conseil Economique et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1987/58
13 mars 1987

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Quarante-troisième session

Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET
DES LIBERTES FONDAMENTALES OU QU'ELLE SE PRODUISE
DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET
TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Lettre datée du 11 mars 1987, adressée au Président de la Commission
des droits de l'homme par le Représentant permanent de la Turquie
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, transmettant
une lettre datée du 11 mars 1987 adressée au Président de
la Commission des droits de l'homme par le représentant
de la Communauté chypriote turque auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint une lettre datée du
11 mars 1987 qui vous est adressée par M. Özer Koray, représentant de la
Communauté chypriote turque auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir distribuer ma lettre et
celle qui l'accompagne comme document officiel de la Commission des droits de
l'homme au titre du point 12 de l'ordre du jour de sa quarante-troisième
session.

Annexe

LETTRE DATEE DU 11 MARS ADRESSEE AU PRESIDENT DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME PAR LE REPRESENTANT DE LA COMMUNAUTE
CHYPRIOTE TURQUE AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

Vous vous souviendrez sans doute que le 3 mars 1987, je vous ai adressé une lettre dans laquelle je vous demandais d'avoir la possibilité de participer aux débats de la Commission des droits de l'homme et d'y prendre la parole si la "Question des droits de l'homme à Chypre était examinée". A ce jour, je n'ai reçu aucune réponse à la lettre en question.

Chacun sait que pour qu'il existe un conflit, il doit y avoir deux parties et que, dans le conflit de Chypre, vieux de 24 ans, provoqué par l'attaque armée des Chypriotes grecs contre le peuple chypriote turc en 1963, conformément au fameux plan Akritas, les Chypriotes turcs sont l'une des deux parties en cause.

J'ai appris que, contrairement à la pratique suivie habituellement dans les divers organes de l'ONU et contrairement à toutes les règles de justice, un débat sur la "Question des droits de l'homme à Chypre" a déjà eu lieu en l'absence du représentant de la partie chypriote turque. De plus, j'ai cru comprendre que lorsque le représentant de la Turquie a tenté de défendre les droits des Chypriotes turcs en notre absence, son intervention a été écourtée.

J'ai appris que la Commission avait aussi adopté une résolution sur cette question, alors que j'étais absent, tant lors du débat qui a précédé que lors de l'adoption de la résolution. Je n'ai jamais été consulté sur cette question.

Il m'est très difficile de comprendre comment cette pratique peut être conciliée avec les principes de justice, d'équité et d'égalité qui, nous en sommes convaincus, guident la Commission dans ses travaux. La Commission devrait bien être le dernier organe à se prononcer sur une question en se fondant uniquement sur les allégations sans fondement avancées par une partie sans donner à l'autre le droit de faire connaître ses vues sur la question.

Il ne fait aucun doute que la résolution adoptée par la Commission contient des éléments qui préjugent de la solution définitive de la question de Chypre et qui ne manqueront d'entraver inutilement et gravement les efforts du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Aussi, son sort ne sera-t-il pas différent de celui d'un verdict arbitraire rendu contre la partie qui est en réalité la victime dans un procès où l'on n'a pas donné à celle-ci le droit de se faire entendre.

Compte tenu de ce qui précède, je rejette catégoriquement la résolution de la Commission des droits de l'homme sur la "Question des droits de l'homme à Chypre" et j'estime que la procédure qui a été suivie, tant lors du débat que lors de l'adoption de la résolution, sans la participation de l'une des principales parties au conflit, est inconciliable avec les nobles principes qui guident les travaux de la Commission.

Je vous saurais gré de porter le contenu de ma lettre à l'attention des membres de la Commission des droits de l'homme.

Le Représentant de la Communauté chypriote turque
auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Signé : Özer KORAY